

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE**

BUREAUX C 3 - E 1

**DIRECTION GENERALE
DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS**

BUREAU A 3 N° 36

**Numéro dans les séries spéciales :
2408 TM**

**INSTRUCTION N° 73-5 - B 1
du 8 Janvier 1973**

**CLASSEMENT
B 1**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

AVANCES A REGULARISER

PERSONNELS REMUNERES SUR DES CREDITS DE MATERIEL

DOCUMENT A ANNOTER

Circulaire n° 3533/2227/236 du 22 novembre 1938
(comptabilité des Receveurs des Douanes).

En application des dispositions de la circulaire n° 3533/2227/236 du 22 novembre 1938 les Receveurs des Douanes sont autorisés à acquitter, sur ordre de paiement de leur directeur, par imputation sur le compte 592.009 « Imputation provisoire de dépenses. — Dépenses ordinaires des services civils. — Dépenses diverses » certaines dépenses qui, en raison de leur urgence, ne peuvent souffrir les délais de l'ordonnement.

Ces dispositions sont notamment appliquées actuellement aux dépenses relatives :

- au remboursement des droits sur les colis postaux réexportés ;
- aux frais de correspondance postale ;
- aux frais d'utilisation des comptes courants postaux ;
- aux appointements et indemnités revenant aux agents révoqués, démissionnaires ou changeant de résidence ;
- aux frais de déplacement ;
- aux frais de transport à la charge du Trésor (fonds, échantillons, etc.) ;
- aux frais de poursuites et de contentieux.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

5

RGP

PGT

TPG

DOM

DS

INSTRUCTION
N° 73-5 - B 1
du
8 janvier 1973.

Il est apparu que les personnels rémunérés sur crédits de matériel, et c'est le cas en particulier des employés au nettoyage des locaux des douanes, perçoivent souvent, avec retard, leurs rémunérations en raison des délais inhérents à la procédure du mandatement.

Pour remédier aux retards constatés il est décidé que, désormais, les personnels considérés pourront recevoir leur salaire, sous forme d'avances, quand le règlement de celui-ci sera susceptible de ne pas intervenir dans les premiers jours suivant la période de travail.

Les receveurs des douanes imputeront ces avances au compte 592.009 et en transféreront le montant total, en fin de mois, à la Trésorerie générale de rattachement, par le jeu du compte 390.52 « Compte courant entre le Trésorier-Payeur Général et les Receveurs des administrations financières. — Douanes ».

La régularisation des dépenses portées au compte 592.009 sera opérée au moyen d'un mandatement émis pour un même montant au nom du Trésorier-Payeur Général par l'Ordonnateur secondaire des douanes compétent.

La présente instruction est adressée à chaque Trésorier-Payeur Général. Elle sera notifiée aux Chefs de service interrégionaux et Directeurs régionaux des douanes par les soins de la Direction générale des Douanes et Droits indirects.

Pour le Directeur
de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
PIERRE BONNAFY.

Le Directeur général
des Douanes et Droits indirects :

Par délégation :
Le Sous-Directeur,
J. ARMAND.